

Le président Ndayishimiye prend la tête d'un Burundi fragilisé

@rib News, 18/06/2020 - Source AFP Le président burundais, Évariste Ndayishimiye, est investi jeudi avec deux mois d'avance sur la date prévue, après le décès soudain de son prédécesseur Pierre Nkurunziza. Il prend en mains les destinées d'un pays divisé, isolé, appauvri et confronté à l'épidémie de Covid-19.

La prestation de serment de M. Ndayishimiye, 52 ans, devait commencer à 09h00 GMT au stade Ingoma de Gitega, la capitale administrative du pays, dans un contexte particulier en raison de la situation sanitaire. Le président de la République démocratique du Congo, Félix Tshisekedi, qui était le seul chef d'État étranger attendu, n'était finalement pas présent. Les membres des corps diplomatiques, de l'armée, de la police, de la justice, du Parlement et du gouvernement occupaient la tribune, alors que sur le pourtour du stade le public était assis en fonction de sa province d'origine. Les forces de l'ordre étaient sur le qui-vive à l'extérieur. Les autorités avaient demandé au public de se présenter assez tôt pour se plier aux mesures sanitaires mises en place, comme le lavage des mains et la prise de température. Élu à la présidence le 20 mai, M. Ndayishimiye devait initialement prendre ses fonctions le 20 août, à la fin du mandat de Pierre Nkurunziza. Le décès subit de ce dernier le 8 juin, à l'âge de 55 ans après 15 années au pouvoir, officiellement d'un "arrêt cardiaque", a changé la donne. Pour éviter une période d'incertitude qui aurait pu déstabiliser le Burundi, dont l'histoire est jalonnée de crises politiques meurtrières et d'une longue guerre civile (300.000 morts entre 1993 et 2006), le parti au pouvoir, le CNDD-FDD, a décidé d'accélérer la transition. La Cour constitutionnelle, acquise à l'exitif, a donc ordonné que M. Ndayishimiye débute son mandat de sept ans le plus tôt possible, sans période d'interim. À la mort de M. Nkurunziza, qui l'avait présenté comme son "héritier", le général Ndayishimiye s'est engagé "poursuivre son œuvre". - "Obstacles et incertitudes" - Le nouveau chef de l'État est l'un des acteurs clés d'un pouvoir qui mené une expression meurtrière ayant fait plus de 1.200 morts et conduit 400.000 Burundais à l'exil, après la candidature controversée de M. Nkurunziza à un troisième mandat en avril 2015. Il n'a pas empêché les exactions à l'encontre des opposants, militants des droits de l'homme et journalistes indépendants, commises notamment par les Imbonerakure, la ligue de jeunesse du CNDD-FDD. Malgré tout, il n'a pas personnellement été mis en cause dans de tels abus, et est perçu comme plus tolérant que son prédécesseur et ne faisant pas partie de la frange la plus intransigeante du régime. La disparition de M. Nkurunziza, qui devait rester très influent, pourrait lui donner les coudées un peu plus franches. Mais les analystes s'interrogent sur sa capacité à s'affranchir du groupe de généraux qui détiennent la réalité du pouvoir et à concilier un pays encore traumatisé par la crise de 2015. S'il cherche à reformer, il risque de se heurter à des obstacles, à des incertitudes de la part de ces généraux qui ont tenté de se protéger, prévient Carina Tertsakian, de l'Initiative pour les droits humains au Burundi. - Le défi du Covid - La communauté internationale, dont les principaux bailleurs de fonds du Burundi (UE, Belgique, Allemagne...), qui depuis 2015 lui imposent des sanctions, paraît prête à laisser sa chance à M. Ndayishimiye. Il a lancé quelques signes d'ouverture à son intention et pourrait chercher à sortir son pays de son isolement, si prouvable sur le plan économique. Le Burundi est classé parmi les trois pays les plus pauvres au monde par la Banque mondiale, qui estime que 75% de la population vit en dessous du seuil de pauvreté, contre 65% à l'arrivée au pouvoir de M. Nkurunziza en 2005. M. Ndayishimiye avait promis lors de la campagne de faire de l'éradication de la pauvreté et du développement du pays sa priorité. Son premier défi sera toutefois l'épidémie de nouveau coronavirus. M. Nkurunziza avait maintenu les élections et refusé de confiner la population, en assurant que le Burundi était protégé par la "grâce divine". Mais les Burundais se demandent aujourd'hui si l'ex-président, qui selon une source médicale contactée par l'AFP était en "détresse respiratoire" au moment de sa mort, n'a pas lui-même succombé à cette maladie. Le Burundi a officiellement recensé 104 cas de Covid-19 pour un seul décès. Ce bilan laisse sceptiques bien des médecins, selon lesquels de nombreux cas et décès de personnes présentant les symptômes du virus ont été exclus des chiffres officiels. Après l'avoir longtemps ignoré, les autorités semblent avoir pris conscience de la gravité de la situation et ont un peu infléchi leur discours ces derniers jours. M. Ndayishimiye pourrait ainsi consacrer une partie de son discours d'investiture à l'épidémie.

À

(adsbygoogle = window.adsbygoogle || []).push({});